



Doc. 13556
30 juin 2014

L'évolution politique en Iran

Proposition de résolution

déposée par Lord Donald ANDERSON et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

En juin 2013, l'ecclésiastique Hassan Rohani, soutenu par les réformateurs, a remporté l'élection présidentielle en Iran et succédé à Mahmoud Ahmadinejad.

M. Rohani, qui a fait campagne en faveur d'une liberté accrue en Iran et d'une plus grande coopération avec la communauté internationale, a qualifié son succès électoral de « victoire de la sagesse, de la modération et de la maturité sur l'extrémisme ».

Les principaux acteurs internationaux, y compris en Europe, se sont déclarés prêts à travailler avec le nouveau Président iranien afin de traiter les questions internationales liées au programme nucléaire de l'Iran et d'améliorer la situation de la population iranienne sur le plan de la politique et des droits de l'homme.

Depuis l'élection de M. Rohani, on observe quelques signes de libéralisation politique dans le pays concernant les droits de la femme, la libération de certains prisonniers politiques et la liberté, plus grande, des médias.

Au niveau international, les négociations sur le programme nucléaire iranien ont progressé et les sanctions internationales imposées à l'Iran par le Conseil de sécurité des Nations Unies pourraient être levées au vu des mouvements positifs de l'Iran sur la question nucléaire.

L'Assemblée parlementaire rappelle que, dans ses Résolutions 1567 (2007) et 1678 (2009), elle a pris position en faveur d'un dialogue avec le Parlement iranien. Elle estime qu'un tel dialogue est d'autant plus nécessaire que l'Iran joue un rôle important au Moyen-Orient, notamment en Syrie, au Liban et en Irak, et que globalement, la sécurité et la stabilité démocratiques de l'Europe sont en jeu.

L'Assemblée décide, par conséquent, d'étudier de près l'évolution politique de l'Iran et de concevoir des moyens de contribuer, par le dialogue parlementaire, à la mise en œuvre de réformes démocratiques dans ce pays.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

ANDERSON Donald, Royaume-Uni, SOC
AMEUR Mohammed, Maroc
ARIB Khadija, Pays-Bas, SOC
BAKOYANNIS Theodora, Grèce, PPE/DC
BAYKAL Deniz, Turquie, SOC
BÜCHEL Gerold, Liechtenstein, ADLE
CONDE Agustín, Espagne, PPE/DC
CSENGER-ZALÁN Zsolt, Hongrie, PPE/DC
DJUROVIĆ Aleksandra, Serbie, PPE/DC
DURRIEU Josette, France, SOC
GROSS Andreas, Suisse, SOC
IWIŃSKI Tadeusz, Pologne, SOC
LEYDEN Terry, Irlande, ADLE
MAELEN Dirk, Van der, Belgique, SOC
MARIANI Thierry, France, PPE/DC
MATEU PI Meritxell, Andorre, ADLE
NÉMETH Zsolt, Hongrie, PPE/DC
PASQUIER Bernard, Monaco, ADLE
SANTANGELO Vincenzo, Italie, NI
SYDOW Björn, von, Suède, SOC
TOMLINSON John E., Royaume-Uni, SOC
WALTER Robert, Royaume-Uni, GDE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste
NI: non inscrit dans un groupe